



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 avril 2001  
Français  
Original: anglais/français

## Cinquante-cinquième session

Point 185 de l'ordre du jour

### **Élection des juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

**Notices biographiques des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation auprès des Nations Unies**

Note du Secrétaire général

## Table des matières

|   | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Introduction . . . . .                             | 2           |
| II. Notices biographiques des candidats . . . . .     | 3           |
| <b>Aminou</b> , Mouinou. . . . .                      | 3           |
| <b>Chomba</b> , Frederik Mwela . . . . .              | 4           |
| <b>Maqutu</b> , Winston Churchill Matanzima . . . . . | 8           |
| <b>Mtegha</b> , Harris Michael . . . . .              | 10          |
| <b>Ramaroson</b> , Arlette . . . . .                  | 13          |

## **I. Introduction**

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale les notices biographiques des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies aux fins de l'élection de juges supplémentaires du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. On trouvera dans le mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/55/872 la liste des candidats proposés présentée aux fins de cette élection ainsi que la procédure de vote qui doit être suivie par l'Assemblée générale à cet effet.

## II. Notices biographiques des candidats

### Mouinou Aminou (Bénin)

Âge : 63 ans environ  
 Profession : Magistrat à la retraite  
 (Décret No 93-264 du 5 novembre 1993)  
 Date d'entrée dans la fonction publique : 18 avril 1966

### Diplômes

Licence de droit public et sciences politiques, 1964 – Université de Dakar  
 Diplôme de droit et coutume d'outre-mer, 1963 – Université de Dakar  
 Attestation de fin de stage à la Cour des comptes de Paris (1975-1976)

### Fonctions antérieures

Conseiller par intérim à la Cour d'appel de Cotonou  
 Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Cotonou  
 Juge d'instruction du deuxième Cabinet à Cotonou  
 Procureur de la République auprès des tribunaux de première instance de Ouidah et de Lokossa  
 Président du tribunal de première instance de Ouidah  
 Directeur de l'Administration générale de la justice  
 Président du tribunal de première instance de Parakou  
 Président de la Chambre des comptes (1983-1993)  
 Président de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers (1984-1990)  
 Membre *intuitu personae* de la Commission bancaire de l'UMOA (1990-1999)

### Distinctions honorifiques

Lauréat de la faculté de droit et des sciences économiques de Dakar, 1960  
 Chevalier de l'Ordre national du Bénin

## Frederick Mwela Chomba (Zambie)

Date de naissance : 2 février 1936

Profession : Avocat, Honourable Society of the Inner Temple, Londres, décembre 1965

Avocat et avoué auprès de la Cour suprême de Zambie, 1967

### Fonctions exercées

Actuellement Directeur de l'Institut supérieur de formation juridique de Zambie, Lusaka (depuis le 1er octobre 1999)

1958-1965 Fonctionnaire de l'Administration de Rhodésie du Nord

Décembre 1965-  
février 1970 Magistrat de deuxième classe, puis Resident Magistrate et premier Resident Magistrate exerçant des fonctions administratives et judiciaires en tant que chef de poste à Chingala, Kitwe et Livingstone, respectivement

Février 1970-  
décembre 1973 Juge à la Haute Cour de Zambie à Ndola; juge doyen de 1971 à décembre 1973

Janvier 1974-  
mars 1977 Nommé enquêteur-général (médiateur), créant la fonction et assumant la direction du service jusqu'à la mi-mars 1977

Mars 1977-  
juin 1978 Juge à la Cour suprême

Juin 1978-  
décembre 1980 Ministre de la justice et Procureur général. Parlementaire élu, Premier conseiller juridique auprès du gouvernement zambien

1979 Conseiller d'État à la Cour suprême de Zambie

Décembre 1980-  
avril 1986 Ministre de l'intérieur (responsabilités en matière de police, d'immigration, de nationalité, de prisons, d'enregistrement national, etc.)

1986-1987 Juge à la Cour suprême : statuait en dernier ressort avec le Collège des magistrats. A exercé les fonctions de Président de la Cour en mai 1986, pour des raisons de commodité administrative

1987-1991 Ministre de la justice et Procureur général

1991 Nommé juge de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe. A abandonné ses fonctions ministérielles après la défaite du United National Independence Party aux élections législatives d'octobre 1991

**Fonctions à l'étranger**

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| 1993                              | Juge invité à la Cour suprême de Namibie                                     |
| Novembre 1993-<br>octobre 1994    | Juge à la Cour d'appel de Gambie   |
| 11 novembre 1994-<br>30 juin 1999 | Président de la Cour d'appel de Gambie jusqu'à la fin du contrat de services |

**Pratique privée**

|           |   |
|-----------|---|
| 1992-1993 | Mutinondo Chambers, Chester House, Cairo Road, Lusaka |
|-----------|---|

**Participation à des conférences internationales**

|              |   |
|--------------|---|
| 1973         | Séminaire sur les droits de l'homme, Dar es-Salaam (Tanzanie), organisé par la Division des droits de l'homme de l'ONU  |
| 1976         | Séminaire sur « Les droits de l'homme dans un État à parti unique », Dar es-Salaam, organisé par la Commission internationale de juristes   |
| 1976         | Première conférence internationale de médiateurs, Edmonton (Canada)   |
| 1977         | Séminaire sur les droits de l'homme, Monrovia, parrainé par la Commission internationale de juristes. Chef de la délégation zambienne. Le séminaire a été à l'origine de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples |
| 1982-1985    | A participé à plusieurs conférences internationales sur les réfugiés à Genève   |
| 1986         | Conférence internationale de juges au Massachusetts (États-Unis)  |
| 1990         | Conférence de l'Association du barreau africain, Abuja  |
| 1995         | Colloque organisé à l'intention des juges des pays d'Afrique sur le thème de la propriété intellectuelle, à Accra   |
| 1997         | Neuvième Conférence annuelle de la Société africaine de droit international et de droit comparé sur le thème : Structures juridiques pour un plus grand respect de la primauté du droit, Abidjan (en qualité d'expert)            |
| Octobre 1998 | Conférence sur l'indépendance de la magistrature, organisée à Maurice par le Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie (en qualité d'expert)  |
| Mars 2000    | Exposé sur le droit et les politiques en matière de migrations en Afrique australe lors d'un séminaire organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Lusaka  |

## Publications

*Functions of the Investigator-General (Ombudsman) of Zambia* – Publication du Gouvernement zambien, 1974

*Human Rights in a One-Party State* – Publié par la Commission internationale de juristes, Genève, 1976

## Divers

Juillet 2000 – Exposé sur la loi zambienne de 1996 portant amendement à la loi sur l'ordre public : évolution de 1964 à 1996, lors d'un séminaire organisé par la Commission permanente des droits de l'homme à Lusaka

Plusieurs exposés en Zambie et en Gambie en qualité d'expert sur différents thèmes – « L'indépendance de la magistrature », « L'indépendance de la magistrature sous un régime militaire », « La propriété intellectuelle », « Les droits de l'homme », etc.

A rédigé et rendu plusieurs arrêts importants à la Haute Cour et à la Cour suprême de Zambie ainsi qu'à la Cour d'appel de Gambie.

## Activités sociales et loisirs

|             |   |
|-------------|---|
| 1990-1993   | Président du YMCA de Zambie   |
| 1983-1986   | Président du Golf Club de Lusaka  |
|             | Membre de la Law Association of Zambia  |
|             | Rotary Club de : Livingstone Ndola  |
| 1968-1970   |   |
| 1970-1973   |   |
| Depuis 1996 | Membre du Comité consultatif du Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie à Banjul (Gambie) |
| Depuis 1976 | Membre du Club de Golf de Lusaka et Vice-Président honoraire à vie  |
| 1993-1999   | Fajara Golf Section, Gambie   |
| 1997-1998   | Capitaine de l'équipe de golf   |
| 1970-1974   | Ndola Lawn Tennis Club, Zambie (membre honoraire à vie depuis 1974)   |
| 1964        | Secrétaire général de l'Union des étudiants de Zambie au Royaume-Uni  |

**Président**

De l'Association des parents d'élèves de l'école primaire de Northmead, Ndola (Zambie), de 1971 à 1973

De l'Association parents-enseignants de l'école de filles de Lusaka, de 1975 à 1980

Du Ndola Nutrition Group, de 1971 à 1973

Du National Council for Law Reporting, Gambie, de 1994 à 1999

**Voyages**

Afrique, Moyen-Orient, Europe, Amérique du Nord, ex-Union soviétique, Inde, République populaire démocratique de Corée, Australie et Nouvelle-Zélande

**Loisirs**

Jardinage, pêche, chasse, golf, lecture

**Langues**

Excellente connaissance de l'anglais écrit et parlé; bonne connaissance de plusieurs langues zambiennes.

## Winston Churchill Matanzima Maqutu (Lesotho)

Lieu et date de naissance Butha Buthe, Lesotho; 11 décembre 1940

### Niveau d'éducation

|           |  |   |
|-----------|--|---|
| 1964      | B. A. (Droit)  | (Université du Botswana du Lesotho et du Swaziland) |
| 1964-1969 | LL. B. Honours<br>(baccalauréat en droit avec distinction) | (Université d'Édimbourg, Écosse)                    |

### Expérience professionnelle

Expérience pratique des procès pénaux et de la procédure pénale en tant qu'avocat et conseil des Magistrates Courts, de la Haute Cour et de la Cour d'appel du Lesotho avec 50 % du temps de pratique consacrés à la procédure pénale; expérience en tant que chargé de cours en droit pénal, procédure pénale et preuves à l'Université nationale du Lesotho; expérience étendue de la conduite des procès pénaux en tant que juge de la Haute Cour du Lesotho depuis 1993; expérience des procès relatifs aux droits de l'homme et des procès civils en tant que praticien et juge; expérience acquise lors de la participation à divers séminaires de formation internationaux et nationaux relatifs au système de la justice pénale et à la procédure dans le domaine des droits de l'homme.

### Formation, conférences et séminaires pertinents

|  |                        |
|--|------------------------|
| Séminaire sur la justice pénale  | Namibie 1991           |
| Séminaire sur la justice pénale  | Syracuse, Italie 1992  |
| International Bar Association, Forum de juges  | Édimbourg, Écosse 1995 |
| International Bar Association, séminaire sur les droits de l'homme                       | Berlin, Allemagne 1996 |
| International Bar Association, Conference on Borderless Crime and Criminal Organizations | Dublin, Irlande 1996   |
| World Jurists Association Seminar on the Role of the Judiciary in a changing Africa      | Afrique du Sud 1997    |

### Carrière professionnelle

|                   |   |
|-------------------|---|
| De 1993 à ce jour | Juge à la Haute Cour du Lesotho   |
| 1970-1993         | Avocat en exercice aux tribunaux du Lesotho, 50 % du temps d'exercice étant consacré à des procès pénaux devant les juridictions inférieures, la Haute Cour et la Cour d'appel du Lesotho   |
| 1970-1972         | Autorisé à pratiquer en tant que conseil devant les tribunaux juridiques, continue de participer aux instances pénales et au règlement des procès civils, y compris les divorces, la procédure commerciale en général et la rédaction des contrats, sans exclure d'autres activités |



1976-1985            Maître de conférence et vice-doyen de la faculté de droit, à l'Université nationale du Lesotho; enseignement de droit pénal, de la procédure pénale et de l'établissement des preuves

#### **Autres activités**

Membre du Tribunal administratif spécial de l'Organisation des États africains

Président d'honneur du *Lesotho Law Journal*

Président d'honneur de la *Students Law Review* de l'Université nationale du Lesotho

Rédacteur des *Lesotho Law Reports*

Auteur du rapport sur les jeunes délinquants

#### **Travaux de recherche et publications**

Documents de conférence présentés

*Sentencing and Punishment* – Magistrates Conference à Maseru, octobre 1996

*The Right to Legal Representation* – Séminaire à Maseru, octobre 1997

*Role of Judges in Lesotho under Constitutional Rule* – Dublin, Irlande, mai 1996

*Regional Models of Continuous Legal Education with the Administration of Justice* – Commonwealth Secretariat Seminar, novembre 1997

*Role of the Disciplined Forces under the Constitution* – Maseru, juillet 1995

*Human Rights and Constitutional Law in Lesotho* – Le Cap, Afrique du Sud, janvier 1997

*Rights of Juvenile Delinquents from a Historical Perspective* – Maseru, juin 1991

Périodiques

*Plea Bargaining, Comparative and International Law Journal of South Africa*, 1981

*Internal Conflicts of Laws in Lesotho, Comparative and International Law Journal of South Africa*, 1987

*Lesotho's Legal System, Modern Legal Systems Encyclopedia*, Virginie, 1985

*Historical Constitutional Reality in Lesotho, Lesotho Law Journal Special Edition*, 1989

*Tribute to the Late Sir Thomas B. Smith Regius, Prof. of Law*, Édimbourg, *Lesotho Law Journal*, 1990

*Problems of Choice of Forum in the Law of Lesotho, Mohlomi Journal of Southern African Historical Studies*

Livres

*Contemporary Constitutional History of Lesotho* (Mazenod Printing Works, Lesotho 1991)

*Contemporary Family Law of Lesotho* (NUL Publishing House, 1992)

## Harris Michael Mtegha (Malawi)

Date de naissance 17 juillet 1942

### Études et expérience professionnelle

1964 Cambridge Higher School Certificate (A-Level). (Diplôme supérieur de fin d'études secondaires).

1965-1968 Holborn College of Law, Londres, licence en droit avec mention – Université de Londres.

1968-1969 Gray's Inn, Londres; inscription au barreau.

1970 Entré dans la fonction publique du Malawi en qualité de procureur.

#### *Fonctions :*

Poursuivre au civil et au pénal et fournir des services consultatifs aux ministères au sujet d'affaires pénales et civiles ainsi que d'autres problèmes de nature juridique.

1971 Transféré au Département de l'aide juridique.

#### *Fonctions :*

Fournir des services d'aide juridique aux particuliers et aux ministères et assurer leur représentation devant les tribunaux.

Promu Premier Résident Magistrat et transféré à la magistrature assise.

#### *Fonctions :*

Juger au civil et au pénal.

1973 Promu Résident Magistrat principal.

#### *Fonctions :*

Juger au civil et au pénal.

Superviser des juridictions inférieures et des magistrats débutants.

Planifier des budgets annuels des tribunaux à soumettre au Greffier de la Haute Cour pour décision.

1974

Nommé Secrétaire du Parlement et attaché à la Chambre des communes pendant trois mois.

*Fonctions :*

En tant que chef de l'Administration, établissement du budget annuel de l'Assemblée nationale.

- Gestion du personnel – recrutement, respect du règlement, conditions de travail, etc.
- Planification du développement du Parlement dans tous les domaines.
- Réponse aux questions du Contrôleur général, de la Commission des comptes, etc.
- Organisation des élections générales en qualité de superviseur.

*Fonctions parlementaires :*

Responsable devant le Président de l'Assemblée nationale.

- Chargé des affaires concernant les parlementaires : traitements, indemnités, bureaux, etc.
- Organisation des commissions parlementaires, préparation de leurs travaux, établissement des comptes rendus des réunions et application des décisions.
- Vérification des projets de loi du Ministre de la justice avant leur présentation.
- Conseils au Président sur les questions relatives aux règles de fonctionnement parlementaire et liaison avec les ministères.
- Tenue de l'état des travaux parlementaires ainsi que des comptes rendus des débats et responsable du bon fonctionnement du Parlement en général.

1983

Nommé Procureur général

*Fonctions :*

Engager des poursuites pénales.

Diriger le personnel chargé des poursuites.

1984

Nommé juge à la Haute Cour.

*Fonctions :*

Statuer sur des affaires civiles et pénales.

1995 Nommé Juge à la Cour suprême d'appel – dernière juridiction d'appel au Malawi.

*Fonctions :*

Statuer en appel sur des affaires civiles et pénales.

**Fonctions extrajudiciaires**

1974-1976 Membre du Comité des inspecteurs chargés des jeunes délinquants.

1981-1984 Membre du Conseil de la sécurité routière du Malawi.

1984 Président de la Commission d'enquête sur la corruption au Ministère des postes et des télécommunications.

1985-1994 Président du Comité du logement (attribution de logements aux hauts fonctionnaires).

1994 Nommé par le chef de l'État Président de la Commission d'enquête sur le décès en 1983 de trois ministres et d'un parlementaire pendant le mandat du Président Banda.

Depuis 1997 Président de la Commission de l'Administration pénitentiaire du Malawi. Cette commission est chargée de nommer, de confirmer et de révoquer le personnel de l'Administration pénitentiaire du Malawi et de veiller au respect de la discipline.

Depuis 1997 Président du Comité national du travail d'intérêt général. Ce comité, financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni, est chargé d'encourager le remplacement des peines d'emprisonnement par des travaux d'intérêt général.

Depuis 1999 Président de la Commission de révision de la loi sur la police. La Commission est chargée d'examiner les lois et règlements en vue d'améliorer la situation relative aux services de police du point de vue des conditions de travail et de la conformité aux normes démocratiques en vigueur.

A également rédigé plusieurs articles juridiques et a fait des exposés lors de séminaires sur des questions juridiques.

A voyagé dans un grand nombre de pays et a participé à divers séminaires et ateliers sur des thèmes variés – réforme du système pénitentiaire, prisons, droits de l'homme, etc.

## **Arlette Ramaroson (Madagascar)**

Née le 14 août 1944 à Diégo Suarez (Madagascar)

### **Fonction actuelle**

Magistrat de 1er grade (décret No 94-434 du 7 juillet 1994), titulaire du poste de Président de chambre à la suite à la Cour suprême

Détachée au Ministère de la justice en tant que Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements interministériels

### **Scolarité**

|           |  |
|-----------|--|
|           | Études primaires à Diégo Suarez                                |
|           | Études secondaires au Lycée de Diégo Suarez                    |
| 1969-1973 | Études supérieures à l'Université de Madagascar (Antananarivo) |
| 1972-1974 | Institut d'études judiciaires (Antananarivo)                   |

### **Diplômes obtenus**

|      |   |
|------|---|
|      | Certificat d'études primaires (C.E.P.E.)            |
|      | Brevet de fin d'études du premier cycle B.E.P.C.    |
|      | Baccalauréat sciences expérimentales (Mention Bien) |
| 1971 | Diplôme d'études juridiques générales               |
| 1973 | Licence en droit                                    |
| 1974 | Diplôme de l'Institut d'études judiciaires          |
| 1974 | Concours professionnel d'entrée à la magistrature   |

### **Autres certificats**

|              |  |
|--------------|--|
| 1998         | Certificat de l'Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg, vingt-neuvième session)  |
| 1999         | Certificat du Centre international des droits de l'homme pour l'enseignement universitaire (CIEDHU, Strasbourg, trentième session)                                   |
|              | Attestation du « Staff College Project – United Nations » sur le « Renforcement de la capacité nationale de rédaction des rapports sur les droits de l'homme »       |
|              | Certificat de l'« United States Defense Institute of International Legal Studies » sur les « Opérations de maintien de la paix (Legal Aspects of Peace Operations) » |
| 1999 et 2000 | Certificats du Service de coopération technique international de police sur la lutte contre la drogue  |

Certificat d'appréciation du Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme pour l'initiative de la célébration du 49e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (célébré pour la première fois à Madagascar)

**Connaissances en informatique**

Windows 98

1999            Certificat de formation sur l'Internet, de l'Agence des États-Unis pour le développement international « Initiative Leland »

**Distinctions honorifiques**

1990            Chevalier de l'Ordre national

1997            Officier de l'Ordre national

**Carrière professionnelle**

1974            Premier substitut du Procureur de la République de Diégo Suarez

1975            Juge d'instruction et Juge correctionnel au Tribunal d'Antananarivo

1978            Vice-Président du Tribunal de première instance d'Antananarivo

1986            Conseiller à la Cour d'appel d'Antananarivo

1988            Président de la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel d'Antananarivo

1990            Membre élu à la formation de contrôle de la Cour suprême et Président par intérim de la section correctionnelle à la Cour suprême

1994            1er grade, titulaire du poste de Président de Chambre à la suite à la Cour suprême, Président par intérim de la Chambre correctionnelle à la Cour suprême

**Autres activités****Sur le plan national**

1987            Chargée des travaux pratiques en droit civil et droit pénal à l'Université de Madagascar

1989            Cofondatrice du PACWA (Panafrican Christian Women Alliance) à Madagascar

Coordonnatrice régionale du PACWA pour les Îles de l'océan Indien (Madagascar, Maurice, Seychelles, La Réunion)

1990            Membre du Syndicat des magistrats de Madagascar

Membre de l'Association des femmes juristes de Madagascar

1992            Membre expert du Comité de rédaction de la Constitution malgache

1992            Membre du Conseil d'administration du Centre de redressement des jeunes filles « Ny Ankany Avoko » Antananarivo

|              |   |
|--------------|---|
| 1997         | Membre du « Comité national malgache des droits de l'homme » (CNMDH)  |
| 1996         | Membre du Comité de rédaction de l'avant-projet de décret sur la « Commission nationale des droits de l'homme » (CNDH)  |
| 1997         | Membre de la « Commission nationale des droits de l'homme représentant l'ONG "Panafrican Christian Women Alliance" »  |
| 1997         | Initiatrice et membre du Groupe de travail international pour la promotion des droits de l'homme à Madagascar représentant le Ministère de la justice (ONG nationales et UNICEF, PNUD, USAID, Médecins sans frontières, ambassades de France, des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Suisse et de Maurice) |
| 1998         | Réalisatrice des émissions – débats radiophoniques – nationales sur les « droits de l'homme à Madagascar »  |
| 1998         | Réalisatrice de l'émission « Droits de l'homme » à la radio privée à « Vaovao Mahaso »  |
| 1998         | Membre de l'ONG « AMI » (Promotion des femmes Antemoro) Anakaviamindreny  |
| Mars 1998    | Formation des formateurs dans la rédaction des rapports sur les droits de l'homme   |
| Mars 1998    | Membre du Comité de suivi de l'application du CEDAW   |
| Février 1998 | Membre du Comité ad hoc chargé de l'élaboration des textes régissant le Comité de suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant   |
| 1999         | Consultante du PNUD dans la rédaction du rapport national de suivi du Programme de Beijing  |
| 2000         | Consultante du PNUD pour l'élaboration de la Revue conjointe des programmes des Nations Unies sur le thème « Approches droits de l'homme »  |
| 2001         | Membre rédacteur du rapport périodique sur la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes  |
|              | Membre du Comité interministériel de la lutte contre la drogue  |
| 1999 à 2001  | Membre du Conseil d'administration de l'Office national de population (responsable du « Programme national de population » à Madagascar)  |
|              | Membre du Comité de pilotage du Programme de coopération Madagascar – UNICEF  |
|              | Chargée de cours sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (1999-2000; 2000-2001)   |
| 2000         | Membre du Comité d'organisation de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme  |

- Expert dans la mise en place des « radios rurales » à Madagascar
- 1999 Formation sur l'exécution nationale (PNUD)
- Formation sur le fonctionnement d'une commission nationale des droits de l'homme
- 2000 Membre de la Commission mixte franco-malgache
- 1998-2000 Chef du projet sur l'humanisation de la détention préventive (2 497 détenus préventifs de plus de 5 ans ont été jugés sur plus de 3 000 détenus)
- Chef du projet « Opérations portes ouvertes » dans toutes les juridictions de Madagascar consistant en la sensibilisation des justiciables sur une meilleure connaissance de leurs droits et pour lutter contre la corruption

### **Sur le plan international**

- Décembre 1997 Membre du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (New York)
- 1999 et 2000 Membre représentant Madagascar aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission des droits de l'homme de Genève

### **Séminaires et colloques**

- 1997 Atelier sur la plate-forme municipale sur l'enfance
- 1997 « Les entreprises en difficulté »
- 1999 Stratégie de la « Valorisation de la fonction de juger »
- 1999 « L'esclavage et les droits de l'homme à Madagascar »
- 1999 « La Bible et les droits de l'homme »
- 1998 « La médecine traditionnelle à Madagascar »
- 1998 Atelier de travail sur le Code de gestion des aires protégées
- 1997 Atelier national de réflexions sur l'avenir des relations Union européenne/ACP (questions juridiques et institutionnelles)
- 1997 Atelier de formation sur le Programme national de gouvernance et politique publique pour un développement humain durable
- 1998 Colloque sur les droits de la femme (Ministère de la population)
- Décembre 1999 Colloque sur les droits de la femme et de l'enfant (Ambassade des États-Unis)
- 2000 « La lutte contre la corruption »

### **Connaissances en langues**

- Français : écrit, parlé, lu : excellent
- Anglais : écrit, parlé, lu : bon « Advanced class »